



ÉDITORIAL

L'urgence de faire de l'énergie un bien commun

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

Il suffit parfois de quelques kilomètres de mer pour faire vaciller le quotidien de millions de vies à travers la planète. Le détroit d'Ormuz, étroit passage entre deux golfes, est devenu ces dernières semaines l'un des centres de gravité du monde, notamment depuis

l'attaque américaine en Iran, le 28 février, menaçant la stabilité régionale. Dans le même temps, au Liban, les bombardements israéliens illustrent une nouvelle fois l'engrenage meurtrier à l'œuvre dans la région, au mépris du droit international et des populations civiles, tout en alimentant une instabilité généralisée qui fait peser de nouveaux risques sur les routes énergétiques et contribue directement à la flambée des prix que subissent les peuples.

La gestion trumpienne à coups d'ultimatum, de rapport de force, de menace a débouché sur un accord de cessez-le-feu qui n'en a que le nom et sur un blocus du détroit. Ce qui se joue dans cette zone stratégique n'est pas seulement une affaire diplomatique ou militaire. C'est une affaire commerciale et financière : dès que le bruit des armes se rapproche des routes du pétrole, les prix s'envolent. Carburant, chauffage, électricité, transport, alimentation, tous les secteurs du quotidien sont touchés. Et, une fois encore, ce sont les mêmes qui paient un lourd tribut : les ménages populaires, les travailleurs, les retraités.

En France, des millions de personnes n'ont pas d'autre choix que de se déplacer en voiture personnelle pour aller travailler. Il est urgent de bloquer les prix à la pompe, de rendre transparentes les marges et d'abaisser la TVA pour éviter ce hold-up à la pompe à essence. D'autres dépendent du fioul ou du gaz pour se chauffer. Pour eux, l'énergie n'est pas un luxe. C'est une nécessité vitale. Pourtant, elle est traitée comme une marchandise parmi d'autres, soumise aux caprices des marchés.

Tout ce que cette crise révèle, c'est l'abandon d'un bien commun essentiel, l'énergie, aux logiques du

marché. Et ce choix politique nous rend aujourd'hui vulnérables aux crises, aux conflits, aux spéculations. La crise actuelle est, à bien des égards, plus grave que le premier choc pétrolier. La dépendance énergétique s'est accrue, les marchés ont été dérégulés et la financiarisation amplifie chaque tension en crise globale immédiate.

Et derrière la flambée des prix se dresse un discours culpabilisateur où l'on demande aux citoyens de « s'adapter », de « faire des efforts », pendant que les logiques financières, elles, restent intactes. Les compagnies pétrolières ont réalisé, en quelques semaines, des surprofits colossaux et ont déjà caché une partie de leur pactole dans des paradis fiscaux. Cette crise énergétique est une crise tout autant économique, sociale que démocratique.

Il est temps de rompre avec cette logique et de faire de l'énergie un bien commun, en sortant de la dépendance aux marchés spéculatifs, en nationalisant, en investissant massivement dans la transition écologique, en garantissant des prix accessibles. Alors que nous célébrons en ce mois d'avril 2026 les 80 ans de la nationalisation d'Électricité de France, un choix historique qui avait précisément fait de l'énergie un pilier du service public et de la souveraineté nationale, porté par le ministre communiste Marcel Paul, il est temps de refaire vivre cette idée novatrice ! Créons le Groupe énergie de France en nationalisant TotalEnergies et Engie aux côtés d'EDF. Au-delà des factures, ce qui se joue aujourd'hui entre les deux golfes, ce sont des vies humaines qui rappellent que la priorité absolue doit être la protection des populations et la promotion de la paix. ●

Plus question de demander aux citoyens de « faire un effort » ! Il nous faut sortir de la dépendance aux marchés, nationaliser et investir dans la transition écologique.